



DESCRIPTION DE LA DECLARATION		Référence du Dossier
Déposée le : 29/06/2023	Complétée le :	N° DP: 069.272.23.00062
Par :	BOUYGUES TELECOM Mme Sophie BIOLCHINI	Surface de plancher créée : 0 m ²
Demeurant à :	1 boulevard Vivier Merle 69443 LYON – CEDEX 03	Destination : équipement collectif
Représenté par :	AXIONE, M. Alexandre BOURBLANC, 5 route du Fief, 69780 TOUSSIEU	Zonage P.L.U. : Zone d'extension urbaine peu dense : Ue
Sur un terrain sis à :	Section AA n° 95 – 178 m ² - Rue du Château d'Eau	

Description du projet : * ajout et remplacement des modules radio proches antennes, équipements peints au nouveau RAL du château d'eau et ajout d'une baie dans la zone technique.

Le Maire de COMMUNAY,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 422-1 et suivants, R 422-1 et suivants,

VU l'arrêté n°10/2020 en date du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrice BERTRAND, Premier Adjoint à l'effet de traiter tout dossier relatif au droit de l'urbanisme et à son application ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du 6 septembre 2005, objet d'une révision simplifiée approuvée par délibération n° 2012/02/017 en date du 29 février 2012, d'une modification n° 4 approuvée par délibération n° 2015/06/064 en date du 23 juin 2015, d'une modification n° 3 approuvée par délibération n° 2015/09/086 du 8 septembre 2015, d'une révision avec examen conjoint approuvée par délibération n° 2015/12/115 en date du 15 décembre 2015, d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n° 2021/10/067 en date du 12 octobre 2021.

Considérant la demande de déclaration préalable telle que décrit ci-dessus,

ARRETE

Article 1 : Il **n'est pas fait opposition** à la déclaration préalable.

Article 2 : En application de l'article R 600-2 du Code de l'Urbanisme, le délai de recours contentieux d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R 424-15 du Code de l'Urbanisme.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Autorité qui l'a délivré, ce dernier recours suspendant le délai du premier jusqu'à réception de sa réponse ou à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la notification du recours gracieux et au terme duquel l'Autorité n'a pas statué.

Communay, le 06 juillet 2023
Pour le Maire et par délégation,
Patrice BERTRAND,
Adjoint en charge de l'urbanisme.